

Formulaire de restitution d'une synthèse

Arrondissement :

Type de réunion

Réunion d'école publique

Discussion sur le constat (facultatif)

Ici le débat porte essentiellement sur l'école primaire

05. Quel socle commun de connaissances, de compétences et de règles de comportement, les élèves doivent-ils prioritairement maîtriser au terme de chaque étape de la scolarité obligatoire ?

Il est indispensable de donner le temps à l'enfant de pouvoir maîtriser les matières fondamentales avant la 6^{ème}, et donc de recentrer l'enseignement sur ces matières fondamentales.

Se dégagent comme matières fondamentales : le calcul ; la lecture, l'expression écrite et orale (on insiste sur l'importance de l'expression orale pour la vie en société en général et la recherche d'emploi) ; on définit comme matière fondamentale ce qui a pour but d'amener l'enfant à être un homme libre de ses choix et responsable.

L'enseignement de l'anglais apparaît très important, et ce, dès la maternelle. Pédagogies ludiques évoquées, cédéroms, etc... apprentissage oral surtout.

Le socle commun de connaissances fondamentales devrait être élargi dans 3 directions :

1. élargi dans des domaines techniques indispensables aujourd'hui avec la collaboration de spécialistes de l'informatique, des arts visuels et des arts plastiques. L'enseignant ne pouvant tout enseigner, faute de moyens et de formation spécifique
2. introduire le volet des activités manuelles dans le socle commun, alors qu'il a trop tendance à disparaître au fur et à mesure du cursus.
3. veiller à la présence effective d'activités sportives.

Les programmes doivent être revus avec réalisme, sans les vider de leur substance, mais sans alourdir le travail des enfants par une multiplication de connaissances trop spécialisées trop tôt.

Les participants insistent aussi sur l'importance de l'éducation civique au sens large. Le rôle de l'école est dans certains cas de réintroduire des repères fondamentaux de la vie en société qui ont été perdus : règles de vie en collectivité, apprentissage de la courtoisie et du respect de l'autre, (merci, bonjour, etc.), de la politesse élémentaire.

Validation des acquis :

L'évaluation nationale à l'entrée en 6^{ème} n'apparaît pas utile et devrait être supprimée. Elle stresse les élèves qui doivent déjà s'adapter au rythme du collège, et les exercices n'ont pas beaucoup de rapport avec le cursus.

Les contrôles continus et l'examen final sont importants pour le Brevet des collèges.

10. comment organiser et améliorer l'orientation des élèves ?

Remarques préliminaires du groupe : l'orientation est liée à un phénomène de société. Les élèves (les gens ?) ont perdu le goût de l'effort, la capacité de vivre en groupe, de se concentrer et de s'investir.

L'orientation après le CM2 se réduit à 2 possibilités : le collège unique – SEGPA.

Le niveau des études augmente au détriment des aspirations de certains élèves (l'objectif des 80 % d'une classe d'âge au bac).

La société dévalorise les filières courtes et les métiers manuels.

Il faut proposer à l'issue du CM2 d'autres choix que le collège, qui signifie pour certains élèves d'autres échecs. Une orientation valorisante autre que celle menant à la filière générale permettrait aux élèves de s'épanouir en mettant en valeur d'autres compétences.

Problème de l'orientation des élèves en grande difficulté :

- Certains secteurs, notamment les communes rurales éloignées, ne sont couverts que le psychologue scolaire qui fait le constat.
- Les CLIS manquent de place, l'attente est longue. Les enseignants ne décident pas seuls du placement en CLIS. Le système est trop lourd, certains élèves seraient acceptés dans une CLIS, mais ils n'obtiennent pas de place.
- L'IMED et d'autres structures existent pour les élèves en grande difficulté, mais se destinent à des pathologies très spécifiques et les listes d'attente sont également très longue.

Pour les élèves qui ne relèvent pas de ces pathologies, il n'y a pas de structure d'accueil et de prise en charge. Ces élèves éprouvent un malaise et s'épanouiraient mieux dans des structures adaptées (petits groupes).

Problème du redoublement

- risque : on n'est jamais sûr de prendre la bonne décision,
- pourquoi un nombre de plus en plus grand d'élèves redoublent-ils ? Le phénomène (coûteux) est-il lié à des problèmes d'orientation, ou à des objectifs trop ambitieux et non liés aux capacités de tous ? Les redoublements posent des problèmes d'image, d'écart d'âge et d'une manière générale renforcent l'impression d'inégalité de niveau et de capacités. Les redoublements positifs semblent relativement rares, alors que la solution du redoublement est de plus en plus souvent proposée,
- le choix du redoublement, appelé « maintien », n'est-il pas une façon d'éviter le vrai problème de l'orientation.

On remarque des changements dans la nature du groupe classe :

- Les élèves s'individualisent ; ils n'arrivent plus à partager l'adulte et donc l'enseignant ; ils manquent d'autonomie.
- La présence des assistants d'éducation, trop peu formés, pourrait contribuer à accentuer ce phénomène, en diluant encore l'acte d'enseignement.

En collège et lycées, les élèves sont souvent noyés sous une masse d'informations contradictoires, d'adresses, documentation de toutes sortes etc... Les conseillers d'orientation sont peu disponibles et on souvent des réponses standard ; de même leur connaissance du milieu économique semble souvent très théorique. La nécessité de s'orienter, la décision à prendre est souvent un facteur de stress pour l'élève, d'autant qu'il se dit qu'actuellement la seule orientation valable, celle qui lui ouvrira un véritable choix, est celle du BAC S. Les passerelles à partir d'autres orientations ne sont que théoriques.

Le problème de fond actuellement est celui de la suprématie de la filière générale scientifique, qui fait apparaître comme négative toute autre tentative d'orientation jusqu'au bac.

Priorité 1 : Individualiser davantage l'enseignement – Valoriser les filières courtes et les métiers manuels.

17. Comment améliorer la qualité de la vie des élèves à l'école ?

1. Les relations parents/collectivités

Les participants commencent par relever les difficultés rencontrées par les parents pour se faire entendre lors des conseils d'école.

Leurs propositions concrètes (concernant des problèmes d'entretien des locaux, de sécurité, de restauration scolaire...) rencontrent trop souvent une fin de non-recevoir, non pas du fait des enseignements, mais des représentants des collectivités (mairies).

On constate que, surtout en milieu rural, il y a de grandes disparités entre les écoles, en ce qui concerne l'état des locaux, l'entretien, la qualité du matériel, etc...

Les parents craignent qu'un désengagement de l'état au profit des collectivités n'accroissent ces inégalités, et souhaiteraient un engagement de l'état en vue d'une harmonisation.

2. Les rythmes scolaires

On constate que la plupart des problèmes liés aux rythmes et à la qualité de vie à l'école sont en fait des problèmes de société, que l'école ne peut qu'enregistrer, en essayant de s'y adapter du mieux possible, mais ne pourra résoudre seule, car ce n'est pas son rôle.

En particulier : problèmes de fatigue des enfants dus aux trajets des parents pour aller travailler, enfants de parents séparés, familles monoparentales...

Tout en reconnaissant que la journée des enfants est souvent beaucoup trop longue, ni parents ni enseignants du primaire et de la maternelle ne souhaitent véritablement un étalement du temps scolaire au détriment du loisir (par exemple le samedi) ou de la vie de famille.

Il est proposé de concentrer les activités de concertation des enseignants du primaire le samedi matin afin de généraliser la pratique du samedi libre.

Aménager différemment le rythme d'un enfant de maternelle par rapport à un CM2.

3. L'importance du milieu péri-scolaire

En milieu rural, mais où de nombreux parents doivent aller travailler à Paris et ont de longs trajets, l'accueil avant et après la classe est essentiel.

A ce niveau également, on constate de très grandes disparités et une harmonisation serait souhaitée.

De manière générale, les participants trouvent que les collectivités ne considèrent pas suffisamment l'école comme une priorité.

4. Les normes en matières de locaux

La question est posée de savoir s'il existe des normes de constructions et si elles sont respectées : par exemple, grandes disparités entre les dortoirs de maternelle, les toilettes, les tableaux dangereux, les problèmes de volume d'aire dans les classes...

Il est proposé d'établir des cahiers de charges pour toutes ces questions d'environnement et de consulter les enseignants qui ont la connaissance du terrain, en particulier pour les problèmes de sécurité.

5. Réflexion sur la notion de « qualité de vie »

Il faut envisager la qualité de vie à l'école dans un sens plus large et plus riche que celui de simple confort matériel.

De plus en plus d'enfants ont une attitude de consommateurs.

Il est normal d'exiger certains efforts à l'école dans le domaine des habitudes de vie ; à la cantine, par exemple, des règles doivent être acceptées et respectées.

Ne pas accepter que l'école devienne un défouloir par rapport aux difficultés de la vie.

L'école n'a pas pour mission de s'adapter de plus en plus à ce qui va mal, mais doit maintenir ses exigences, et se définir comme un milieu spécifique, où un contrat est indispensable.

La recherche légitime d'une bonne qualité de vie à l'école ne doit pas la priver des ses moyens de réaction envers les enfants difficiles.

En résumé, réhabiliter l'image de l'école, et la notion de contrat, paraît tout aussi important que l'amélioration matérielle de la qualité de vie.

Lutter contre la contamination de l'école par la dégradation générale des rapports.

Priorité 2 : Donner les moyens financiers et l'encadrement nécessaire pour rétablir l'image de l'école de la République, ou rétablir l'école de la République.

6. Les limites du débat

Le groupe estime que les deux autres questions « Faut-il mieux tenir compte des aspirations... » et « L'école doit-elle mieux prendre en compte les problèmes... » sont de fausses questions formulées pour que le « oui » soit la seule réponse. Il y a une méfiance à l'égard de toute position idéologique. L'idée que l'enfant doit être placé au centre du système a montré ses limites et une réaffirmation du contrat entre élèves/école ; enseignants/parents est nécessaire.

Priorité 3 : Nécessité d'établir une relation tri-partite parents – enfants – enseignants.

Remarques complémentaires sur le débat (facultatif)

L'assemblée reste sceptique sur la raison d'être et l'efficacité du présent débat.

Trois priorités pour l'École (une phrase par priorité)

1 Individualiser davantage l'enseignement – Valoriser les filières courtes et les métiers manuels.

2 Donner les moyens financiers et l'encadrement nécessaire pour rétablir l'image de l'école de la République, ou rétablir l'école de la République.

3 Nécessité d'établir une relation tri-partite parents – enfants – enseignants.